

La question russe

doit être révisée

par R. GUÉRIN

L'article « Notre position actuelle sur l'U.R.S.S. », publié dans le numéro de février 1946 de la revue « Quatrième Internationale », montre que notre direction entend ne tirer aucune conclusion nouvelle des événements des six dernières années et conserver sur la question la même position statique. Il constate cependant que jusque dans nos rangs, les attaques contre cette position traditionnelle vont en s'accroissant, à cause des effets de plus en plus flagrants de la dégénérescence de l'U.R.S.S. Mais il estime que ces effets ne sont pas suffisants pour changer notre appréciation sur la nature de classe de l'U.R.S.S.

Il est certain que l'Etat soviétique est issu d'une révolution prolétarienne et que le régime économique de l'U.R.S.S. est toujours celui de la propriété collective, base première de la société socialiste. Mais en quoi le prolétariat bénéficie-t-il de cette propriété dont dispose à son gré une infime minorité de profiteurs ? En effet, la différenciation sociale s'est accentuée à un point tel qu'il n'est plus permis de parler seulement d'une « caste bureaucratique » ayant usurpé le pouvoir politique. Il s'agit aujourd'hui d'une véritable classe sociale qui, si elle ne possède pas juridiquement, tire cependant, à titre héréditaire à présent, le profit du régime économique de l'U.R.S.S.

Dans un ouvrage qui n'a pas encore été publié en français, « The Yogi and the Commissar », Arthur Koestler donne les détails suivants :

« La nouvelle Constitution de 1936 a rétabli l'inégalité depuis la naissance. L'héritage a de nouveau été rendu légal et le droit de disposer sans restriction de la propriété par testament a été garanti à chaque citoyen. L'assurance-vie a été aussi réinstituée. Les citoyens aisés sont encouragés par des prospectus du trust d'Etat d'assurance, à signer des contrats ; la prime minimum est fixée à 5.000 roubles ; elle est payée en cas de mort aux héritiers.

« Naturellement l'égalité complète à la naissance devait rester plutôt théorique aussi longtemps que subsistait l'inégalité de revenu des parents. C'était inévitable pendant la période transitoire allant de la « Première étape vers le socialisme » (chacun travaillant selon ses capacités et étant rétribué selon son travail) à la seconde étape (chacun travaillant selon ses capacités et étant rétribué selon ses besoins, c'est-à-dire en tenant compte du nombre de ses enfants, de ses plaisirs préférés, etc.). Pas même le critique le plus puriste ne pouvait s'attendre à un bond soudain vers l'égalitarisme total. Mais on avait le

droit de s'attendre, de la part d'un régime évoluant, bien que lentement, vers un but socialiste, à des efforts pour minimiser les effets sur l'enfant de l'inégalité inévitable chez les parents, pour empêcher que le privilège s'établisse dès le berceau. La politique soviétique a pris exactement le cours opposé. L'héritage a été rétabli, l'assurance sur la vie encouragée ; par dessus tout, les enfants des gens haut placés sont dotés de gratifications en espèces de l'Etat jusqu'à ce qu'ils aient grandi. Je note seulement un exemple : « A la mort d'un inventeur d'appareil d'avion non exécuté, le camarade N. M. Polikarpov, héros du travail socialiste, député au Soviet Suprême de l'U.R.S.S., à la suite d'une grave maladie, le gouvernement soviétique a décidé de verser une gratification de 100.000 roubles à la femme et à la fille de Polikarpov et des pensions de 1.000 roubles par mois à sa femme pour la vie, de 500 roubles par mois à sa fille jusqu'à la fin de ses études, de 400 roubles par mois à sa sœur pour la vie ». La jeune Mlle Polikarpov grandira ainsi dans une famille dont les trois membres touchent un revenu mensuel non gagné de plus de 3.000 roubles, plus un capital de 100.000 roubles en cas de besoin. Si elle était née dans une famille ordinaire d'ouvrier russe et si son père était mort de vieillesse ou d'accident, alors elle grandirait dans une famille ayant un revenu mensuel de 30 à 75 roubles au lieu de 3.000

Inégalités d'éducation.

Ainsi l'inégalité ne concerne pas seulement les adultes salariés, mais est portée jusque dans la nursery par une politique délibérée du régime. Les enfants en Russie soviétique grandissent riches et pauvres comme dans les pays capitalistes. Le premier rempart contre le privilège héréditaire est tombé quand la nouvelle constitution a sanctionné l'héritage de la propriété ; le second et plus important rempart est tombé quand la gratuité des études a été abolie par l'introduction du paiement pour l'enseignement supérieur ou primaire.

Le décret du 2 octobre 1940 a fixé le prix de l'enseignement pour les écoles secondaires (techniques, normales, agricoles, médicales, etc...) à 150 ou 200 roubles par mois, pour les universités à 300 et 500 roubles. Les prix pour le premier trimestre doivent être payés dans un délai d'un mois à partir de la promulgation de la nouvelle loi ; 600.000 étudiants de parents pauvres qui ne peuvent pas payer le prix, durent quitter l'école.

Ainsi l'enseignement élevé (à partir de

la quinzième année) est devenu le privilège des enfants dont les parents peuvent payer : c'est-à-dire la bureaucratie, la technocratie et la nouvelle intelligentsia. Ce développement a commencé longtemps avant l'introduction du paiement direct. Jusqu'en 1932, un minimum de 65 % des étudiants des collèges d'ingénieurs et des écoles techniques devaient être des ouvriers manuels ou les enfants d'ouvriers manuels ».

Ces citations montrent clairement que la bureaucratie n'est pas seulement une excroissance, un chancre sur le corps de l'Etat ouvrier, mais une véritable classe qui tire ses ressources de l'exploitation du prolétariat.

Est-ce à dire que l'U.R.S.S. soit devenue un pays capitaliste au même titre que les grands impérialismes ? Nullement. La bureaucratie dirigeante et exploitrice a installé sa domination sur les bases économiques établies par la Révolution d'Octobre. Son sort est lié à celui de la propriété collective, elle est obligée par intérêt de défendre cette propriété collective. Le camarade Leblanc soulignait lui-même, dans sa thèse zinovéviste, que les couches les plus réactionnaires de l'U.R.S.S., si elles renversaient Staline, ne mettraient pas en cause le régime économique du pays. La bureaucratie russe n'est donc pas assimilable à la bourgeoisie américaine ou britannique.

L'U.R.S.S. est-elle donc devenue un type nouveau d'Etat, inconnu jusqu'alors ? Et faut-il, comme les camarades conformistes sur la question de l'U.R.S.S. prétendent que nous devrions le faire, admettre la nécessité de cette étape historique imprévue par Marx, au cours de laquelle a surgi un type d'Etat ni capitaliste ni socialiste ? C'est perdre de vue les causes du triomphe du stalinisme. L'opposition a été vaincue à cause du recul de la Révolution mondiale et de l'état arriéré de la Russie. Ces causes ont fait dévier le train de la Révolution sur une voie de garage, qui ne conduit qu'à un cul-de-sac. L'Etat soviétique n'est pas un type d'Etat nouveau, pas plus qu'il n'est un Etat bourgeois comme les autres : il est le produit d'une dégénérescence extraordinairement rapide d'une révolution prolétarienne. Pour reprendre la comparaison extrêmement juste du camarade Daniel Logan, une pomme pourrie est toujours une pomme, mais elle est pourrie, et on ne saurait plus en faire une pomme saine. L'U.R.S.S. est aujourd'hui devenue une pomme pourrie, si pourrie que la pourriture des fruits d'autres espèces que sont les Etats capitalistes paraît bien peu de chose en comparaison. Et la question qui se pose pour tout révolution-

TEXTE DE DISCUSSION

(Suite de la page 14)

naire est celle-ci : « La défense de cette pomme pourrie a-t-elle un intérêt quelconque pour la révolution ? Son existence peut-elle favoriser le développement d'autres pommes qui, elles, seront saines ? En un mot, l'existence de l'U.R.S.S. favorise-t-elle la révolution mondiale ? »

Poser la question nous paraît être la résoudre. Le triomphe militaire de l'U.R.S.S. n'a en rien amené un développement du mouvement révolutionnaire dans les pays occupés. L'Armée Rouge a partagé les terres des grands propriétaires de l'Est européen (sauf celles de l'église catholique en Pologne) dans la mesure où ces derniers résistaient à la domination soviétique, mais elle a empêché tout mouvement de masse d'aboutir (écrasement du Soviet de Vilno en 1939). Elle a mené une politique de pillage incroyable. (A Vienne, les immeubles ouvriers, créés par la municipalité socialiste ont été saccagés par les soldats russes à qui l'on avait fait croire sans peine qu'il s'agissait de demeures de capitalistes). Elle a fait alliance avec les fractions les plus dociles des bourgeoisies nationales contre d'autres factions bourgeoises mais aussi et surtout contre le prolétariat. Elle a discrédité aux yeux des masses, pour une longue période, l'idée même du socialisme.

En plus de cela, l'U.R.S.S., comme l'explique Daniel Logan, désagrège la classe ouvrière de ces pays en les désindustrialisant, en démantelant les usines pour les transporter en U.R.S.S. Elle y transporte aussi comme du bétail, des millions de déportés qui vont achever leur vie dans les bagnes sibériens, sans autre perspective qu'un travail harassant jusqu'à ce qu'ils en crèvent.

La présence de l'Armée Rouge dans les pays occupés a-t-elle fait faire un seul pas dans la voie de la Révolution ? Elle a, au contraire, éloigné les masses des solutions révolutionnaires. Où sont nos sections d'Autriche, de Pologne, de Tchécoslovaquie ? Que sont devenus nos camarades de l'Est de l'Allemagne ? Nous savons seulement qu'en Bulgarie est née une section de la 4^e Internationale et qu'elle a pris une position d'offensive sans équivoque contre le stalinisme contre-révolutionnaire. Malgré cet exemple extrêmement encourageant, il est infiniment moins difficile pour le mouvement révolutionnaire de se développer dans les pays occupés par les Anglo-Américains que dans les pays occupés par les Russes.

Mais, objectera-t-on, si l'U.R.S.S., au cours d'une prochaine guerre contre les pays impérialistes, était anéantie, la suppression de la propriété collective ne constituerait-elle pas une défaite pour le mouvement ouvrier tout entier, la victoire impérialiste ne renforcerait-elle pas le capitalisme international pour une longue période ? Il est certain que la question est complexe. En aucun cas nous ne pouvons déclarer que la suppression de la propriété collective ne nous importe pas. Mais la défense de l'U.R.S.S., à l'heure actuelle, ne signifie plus seulement la défense de la propriété collective, mais en même temps la défense d'un pouvoir politique qui empêche la propriété collective de se répandre à travers le monde. En cas de guerre entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., la victoire américaine amènerait la colonisation de

l'U. R. S. S. par les impérialistes, et à l'échelle internationale un découragement énorme dans les rangs de la classe ouvrière désorientée pour une longue période, mais la victoire de l'U.R.S.S. engendrerait la dictature de la bureaucratie sur l'Europe et l'Asie, et empêcherait tout mouvement révolutionnaire de se développer dans l'ancien continent. Il serait donc faux de considérer l'un des camps en présence comme le camp du prolétariat. Des deux côtés, le prolétariat devrait lutter pour la révolution prolétarienne, pour la fraternisation des soldats en lutte. Certes, cette lutte révolutionnaire devrait prendre des aspects différents dans les deux camps. En U.R.S.S., il faudrait lutter contre la bureaucratie en montrant son incapacité à défendre la propriété collective, mais il faudrait considérer son renversement au cours de la guerre comme le but n° 1. De même que le but n° 1 pour les prolétaires américains serait de battre leur propre bourgeoisie et de former des Soviets d'ouvriers et de soldats.

Le mot d'ordre de défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. a un autre aspect contre-révolutionnaire. Pour des masses de plus en plus larges, les prolétariats des pays occupés, les prisonniers de guerre ayant eu affaire aux Russes, la défense de l'U.R.S.S. signifie la défense de la barbarie. L'U.R.S.S. c'est le pays du travail forcé (environ 10 millions de déportés), de la dictature policière la plus implacable, d'une misère inconnue dans les pays occidentaux, des différenciations sociales plus accentuées que partout ailleurs. Défendre l'U.R.S.S. parce que c'est le pays de la propriété collective, indépendamment des autres facteurs, c'est déclarer que ce seul point progressif a plus de valeur que l'ensemble des faits qui font du régime soviétique un régime de boue et de sang. Jamais nous n'avons considéré les Spartiates, qui exploitaient odieusement les Ilotes, comme des précurseurs du socialisme et cependant ils étaient collectivistes. Staline, qui opprime des millions d'hommes au moins autant que les Spartiates opprimaient les Ilotes, est de la lignée de Lycurgue plus que de celle de Spartacus.

Ces différentes raisons nous font considérer le mot d'ordre de défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. comme un mot d'ordre qui n'est plus en rapport avec la situation actuelle. Nous sommes de plus en plus persuadés que la lutte révolutionnaire ne passe plus par la défense de l'U.R.S.S., pas plus que le développement du mouvement révolutionnaire ne passe par l'expérience des partis ouvriers, du Parti communiste en particulier, au pouvoir. Avec les sections allemande, grecque, mexicaine, bulgare et le groupe espagnol de Mexico de la IV^e Internationale, nous sommes un certain nombre du P.C.I. français à penser que la question russe doit être révisée. Le camarade Trotsky lui-même, après avoir, pendant de longues années soutenu avec véhémence la thèse de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., a dit peu de temps avant sa mort : « Si d'ici cinq ans aucune transformation n'a eu lieu en U.R.S.S., il faudra reconsidérer la question ». Plus de cinq ans ont passé ; il est temps de rompre avec une politique que plus rien ne justifie.

R. GUERIN.

Quand on lit notre presse, on aperçoit le dédain le plus souverain pour les préoccupations ouvrières actuelles (jugées impures) et les arguments staliens qui font poids sur la classe ouvrière et qu'on ne prend même pas la peine de démonter.

— En ce qui concerne la défense de l'U.R.S.S., il semble que l'on ait une frousse bleue des critiques ultra-gauches, d'où la pratique d'un défensisme que l'on cache. Il est impossible pour un ouvrier qui lit notre presse, de connaître notre position sur l'U. R. S. S. Vu l'accélération que semble prendre le processus qui nous mène à la troisième guerre mondiale, il s'agit de mettre hardiment en avant, en prenant position sur tous les problèmes de la politique internationale, notre défensisme inconditionnel qui ne doit pas être une dette dont on s'acquitte vis-à-vis de la mémoire de Trotsky, mais une réalité.

Notre défensisme inconditionnel doit nous obliger à démontrer continuellement, à travers la politique stalinienne pratiquée dans les pays occupés par l'Armée Rouge, que les méthodes de défense de la bureaucratie mettent en péril, les conquêtes sociales de la révolution d'octobre. Banalité, dira-t-on encore, mais il s'agit de l'extérioriser et non d'en faire un lieu commun pour B.L.

Le prochain bulletin
contiendra les
résolutions des
cellules, rayons et
régions, qui n'ont
pu trouver place
dans celui-ci